

10/2014

10 São Paulo à la carte

16 Rotary op het internet:
een *roadmap*

28 De geheimen van de
Wild Atlantic Way

ROTARY INTERNATIONAL

- 4 RI president's message
- 5 Message du DG 2170 • Boodschap van DG 2170
- 6 Flash Info
- 8 Ghana : objectif 'eau' dépassé • Water voor Ghana
- 10 São Paulo à la carte
- 12 Welkom in São Paulo

MAGAZINE

- 14 Feuille de route pour les sites web rotariens
- 16 Rotary op het internet: een *roadmap*
- 18 Agenda
- 21 Le Rotary aide les sinistrés
des inondations d'Ittre
- 22 Denis Stokkink : 'Le mécénat de compétences,
un domaine de prédilection pour le Rotary'
- 24 Blijddorp Roemenië:
Rotary doorbreekt beperkingen
- 26 Habakkuk, le géant de glace
- 27 Antica Namur 2014 : la gastronomie au menu •
Countryside + blijft inventief op 20^{ste} verjaardag
- 28 De geheimen van de Wild Atlantic Way
- 31 HEP : quarante ans d'échanges BeLux/Japon •
HEP: veertig jaar uitwisselingen met Japan
- 32 Au rayon livres • De boekenplank

CLUBS

- 33 et suivantes
- 36 en volgende

NEW E-MAIL !

Magazine: rotarycontact@rotarybeluxservices.org
Administration: secretary@rotarybeluxservices.org

 **Grant Thornton**
An instinct for growth™



© Laetitia Bazzoni

Trop préoccupée à juguler la crise, l'Europe a-t-elle perdu sa dimension sociale ? Denis Stokkink, président du *think & do tank* Pour la Solidarité, nous donne son avis éclairé sur le sujet... et précise par la même occasion les contours et les objectifs de son association.



22

DENIS STOKKINK : 'LE MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES, UN DOMAINE DE PRÉDILECTION POUR LE ROTARY'



© Lietzke Bazzoni

Trop préoccupée à juguler la crise, l'Europe a-t-elle perdu sa dimension sociale ? Denis Stokkink, président du *think & do tank* Pour la Solidarité, nous donne son avis éclairé sur le sujet... et précise par la même occasion les contours et les objectifs de son association.

FR En mai dernier, Denis Stokkink était l'un des orateurs invités de la Conférence Plus Europe, à Bruxelles. Il évoquait le 'syndrome du flamant rose' : 'Celui-ci aime se tenir sur une seule patte. L'UE, elle, est née avec deux «pattes» : la croissance économique et la protection sociale. Or, voilà qu'elle semble désormais ne plus vouloir s'appuyer que sur la première...' M. Stokkink se montrait plutôt critique envers l'Allemagne, qui a relativement bien résisté à la crise économique, mais où les inégalités se creusent. Et il rappelait à l'auditoire l'Accord de Londres, en 1953, par lequel des pays comme la Grèce, l'Espagne et l'Irlande avaient décidé de solder une grande partie des dettes de... l'Allemagne ! 'Pas uniquement par solidarité, mais aussi parce qu'ils avaient compris que, sans cela, il n'y aurait pas de croissance en Europe.'

Quels sont les objectifs de votre association ?

Le *think & do tank* Pour la Solidarité a été créé en 2002. Notre objectif est de participer, en toute indépendance, à la construction d'une Europe solidaire et durable. C'est un vaste chantier, à la fois ambitieux et modeste puisque nous n'entendons œuvrer que sur un certain nombre d'aspects très concrets. Cela peut aller de l'aide en matière d'emploi à l'alimentation durable, en passant par l'égalité hommes-femmes ou encore la lutte contre les exclusions sociales.

Un *think & do tank* est une sorte de laboratoire d'idées qui fonctionne sur deux grands axes : la recherche et l'action. Notre devise est d'ailleurs 'Comprendre pour agir'. Il s'agit de transformer des idées en recommandations précises adressées aux décideurs, à tous les acteurs publics et privés qui veulent rendre l'Europe plus solidaire. En ce sens, nous nous adressons donc également aux Rotariens !

Quel est votre statut juridique ?

Nous sommes une asbl. Nous employons une dizaine de collaborateurs/-trices et fonctionnons comme une entreprise sociale privée, avec un conseil d'administration, une assemblée générale... Notre chiffre d'affaires annuel se monte à environ un million € par an.

Et qui sont vos clients ?

Nous travaillons avec trois types de 'clients partenaires' : tout d'abord, nous répondons à certains appels à propositions de la Commission européenne, ceux liés à l'emploi, à la lutte contre la pauvreté, à l'environnement... Un exemple parmi d'autres : 'Comment les entreprises peuvent-elles contribuer à la diminution de la violence faite aux femmes en Europe ?' Dans le cadre de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises), celles-ci peuvent-elles agir en ce domaine et si oui, de quelle manière ? Quels sont les leviers que l'on peut utiliser pour s'attaquer à ce fléau ? C'est là que nous intervenons, en allant voir ce qui se passe ailleurs en Europe, car nous avons des partenaires dans plusieurs pays européens. Chaque année, nous remportons cinq à sept de ces appels à propositions.

Nous travaillons également pour les pouvoirs publics nationaux et régionaux, principalement belges mais aussi parfois français. Actuellement, nous réalisons une étude sur l'immigration qui vise *in fine* à trouver des pistes pour permettre aux personnes d'origine étrangère de mieux s'insérer sur le marché de l'emploi. Ceci se passe en partenariat étroit avec un certain nombre d'acteurs tels que pouvoirs publics, entreprises

et organisations de la société civile. Au-delà de l'objectif de solidarité, il y a donc également une volonté de favoriser le dialogue, de construire des ponts entre des entités qui se fréquentent peu.

Enfin, le troisième type de clients se trouve dans la sphère privée, ce sont principalement les entreprises avec qui nous montons des projets de RSE. Là aussi, cela se fait en lien avec des associations de la société civile.

Un exemple concret qui pourrait intéresser nos lecteurs ?

Je citerai un phénomène assez récent, le mécénat de compétences, qui est devenu une de nos spécialités. Cela consiste, pour les acteurs de la vie professionnelle (salariés, cadres, indépendants...) à consacrer une partie de leur temps de travail à la mise à disposition de leurs compétences professionnelles, qu'elles soient intellectuelles ou physiques, au service d'une action sociale. Cela va, par exemple, de l'accompagnement comptable ou juridique d'une asbl à la remise à neuf des locaux d'une autre association œuvrant en faveur de l'enfance défavorisée.

De notre côté, nous travaillons beaucoup dans le domaine de l'aide à la recherche d'un emploi. Nous collaborons avec des entreprises ayant mis en place un système permettant à leur personnel de dégager quelques heures par mois pour rencontrer, conseiller et dialoguer avec des personnes sans emploi. Il s'agit d'un véritable parrainage, chaque parrain ou marraine travaillant en binôme avec la personne sans emploi durant un semestre entier au maximum. Le but final est bien sûr de lui permettre de décrocher un job ou du moins de lui mettre le pied à l'étrier, les rencontres se déroulant à chaque fois sur le lieu de travail du parrain ou de la marraine.

Cela va plus loin que les 'opérations carrières' des Rotary clubs...

C'est pourquoi nous voudrions proposer aux Rotariens un projet dans ce domaine, qui ca-

drerait parfaitement avec l'un des objectifs de votre organisation (*l'action professionnelle, ndlr*). Nous sommes prêts au dialogue et à la mise en chantier d'un tel projet, que ce soit sur une base individuelle (le/la Rotarien[ne] dans son entreprise) ou groupée (participation du club dans son ensemble). Mettre ses compétences professionnelles au service de la lutte contre le chômage, voilà bien une noble cause.

Vous vous définissez comme apolitique et indépendant...

Notre *think & do tank* est pluraliste et agit sans esprit d'exclusive. Nous œuvrons pour une Europe plus solidaire et durable, sans poser d'autre condition à nos partenaires potentiels que de partager cet objectif. Si ce n'est pas le cas, cela n'a pas de sens de travailler ensemble puisque les recommandations que nous fournirons ne pourront de toute manière pas cadrer avec la philosophie du client partenaire.

Que penser de la nouvelle Commission européenne qui est en train de se mettre en place ?

Ce qui est triste, c'est que cette mise en place a pris pas mal de retard ! L'année 2014 restera synonyme d'inaction pour la Commission. Avant les élections, elle est restée en attente et aujourd'hui, tous les commissaires ne sont pas encore nommés, notre Belgique étant bonne dernière dans la désignation de son candidat (*l'interview a eu lieu quelques jours avant la nomination de Marianne Thyssen, ndlr*). Et donc la Commission ne pourra commencer à travailler qu'en janvier 2015. Que de temps perdu !

Sera-t-elle plus solidaire que la précédente ?

C'est la grande question ! Depuis 2008 et l'arrivée de la crise économique, sociale et financière, la Commission a mis l'accélérateur sur la politique d'austérité, contrairement à ce qui se fait aux États-Unis ou au Japon, par exemple. Les résultats sont sans appel : l'Europe est le mauvais élève de la classe mondiale. Le taux de chômage a explosé, la croissance est nulle et nous sommes au bord de la déflation. Quant au taux de pauvreté, il augmente année après année. Bref, tous les objectifs de la stratégie Europe 2020 sont battus en brèche...

Que peut-on encore espérer, alors ?

Il faut se dire que la nouvelle Commission ne pourra pas être plus mauvaise que la précédente (*sourire*). Encore faut-il également que les États membres permettent à celle-ci de faire son travail. Depuis quelque temps, on constate un repli sur soi de certains pays, tentés d'appliquer des politiques nationalistes et de brider la vision transnationale européenne.

On a l'impression que l'enthousiasme de la construction européenne a disparu...

À l'époque de Jacques Delors, il y avait une vision claire, des propositions, des avancées concrètes (le Marché unique, l'euro...). Aujourd'hui, que proposons-nous aux jeunes générations ? Des États frileux qui veulent prendre le pas sur l'UE, le retour des populismes et des nationalismes... Comme si, un siècle après la Première Guerre mondiale, on avait oublié où mènent ces politiques de repli

sur soi. C'est selon moi le plus grand danger qui menace l'Europe aujourd'hui.

Comment le combattre ? Comment remettre la solidarité au milieu du village européen ?

La solidarité doit dépasser le cadre strictement caritatif. Il faut mettre en place un nouveau paradigme économique et social, basé sur un équilibre entre justice sociale et croissance économique. Retrouver le cercle vertueux consistant, comme aux États-Unis, à augmenter le déficit public pour relancer la croissance, ce qui permet après coup de réduire ledit déficit. Aujourd'hui, nous faisons exactement l'inverse.

Bien sûr, la croissance ne vaut que si elle prend en compte la cohésion sociale. Sinon, les inégalités vont encore se creuser et arrivera un jour où le point de non-retour sera atteint. La solidarité n'est donc pas uniquement un choix de cœur mais aussi un choix rationnel qui vise à un développement harmonieux de l'ensemble des composantes de l'Europe.

DENIS CREPIN
(Propos recueillis le 02/09/2014)

INFO
www.pourlasolidarite.eu
POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE CONCERNANT LA POSSIBILITÉ DE PROJET COMMUN :
denis.stokkink@pourlasolidarite.eu

▼ Le Berlaymont, siège de la Commission européenne

